

## **SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 30 AVRIL 2012**

**Présents** : MM. GALANT J., Bourgmestre, Présidente;  
CAULIER G., HORNY D., EGELS J.P., DESMET-CULQUIN B.; Echevins;  
DURIEUX J., Président du C.P.A.S.

PIGEON M., HALLOT J-P., QUINTIN Y., DUBOIS G., POTTIEZ P., MAUROY-  
MOULIN-STALPAERT P., BREUSE E., SENECAUT M., ROBETTE-DELPUTTE F.,  
VANDERKEL A., DELHAYE-DEBAUQUE I., MORCRETTE C., DECAMPS P., MICHEL  
D., Conseillers;

DELHAYE Michel, Secrétaire Communal.

-----  
La Présidente excuse Monsieur MULLER.

### **1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 20 MARS 2012 – PARTIE PUBLIQUE - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Approuve, par 18 voix pour et 1 abstention, le procès-verbal de la séance du 20 mars  
2012 – partie publique.

### **2. FINANCES – SITUATION DE CAISSE AU 11 AVRIL 2012 - INFORMATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Prend connaissance de la situation de caisse au 11 avril 2012, à savoir : 1.963.951,26€.

### **3. FINANCES – FABRIQUE D’EGLISE SAINT-MARTIN D’ERBISOEUL – COMPTE 2011 - AVIS**

Madame SENECAUT s’étonne du montant élevé des réparations du système  
de chauffage et demande à la Présidente de rappeler aux membres de la Fabrique d’église de chercher  
les meilleurs moyens afin d’assurer une gestion en « bon père de famille ».

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le compte 2011 se clôture au montant de 46.967,90€ en recettes et 17.009,63 € en  
dépenses, soit un excédent de 29.958,27 €. L’intervention communale est de 14.626,20 €.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Emet un avis favorable, par 16 voix pour et 3 abstentions, sur le compte de l'exercice 2011 de la fabrique d'église Saint-Martin à Erbisoeul.

-----

**4. JURIDIQUE – MP 2012-16-SG-RP RELATIF A LA DESIGNATION D'UN COORDINATEUR SECURITE-SANTE (PROJET-REALISATION) POUR LA CONSTRUCTION D'UNE EXTENSION A L'ECOLE COMMUNALE DE MASNUY-SAINT-JEAN – MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES DU MARCHE - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

**Vu** la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €);

**Vu** l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 122, 1°;

**Vu** l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3;

**Vu** le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

**Considérant** le cahier spécial des charges N° 2012-16-SG-RP relatif au marché "Désignation d'un coordinateur sécurité-santé (projet-réalisation) pour la construction d'une extension à l'Ecole communale de Masnuy-Saint-Jean" établi par le Service Juridique;

**Considérant** que le montant estimé de ce marché s'élève à 1.500,00 € hors TVA ou 1.815,00 €, 21% TVA comprise;

**Considérant** qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée par facture acceptée;

**Considérant** que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 722/733-60 (n° de projet 20110018) et sera financé par un emprunt ;

**DECIDE : à l'unanimité**

- Article 1er.** - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2012-16-SG-RP et le montant estimé du marché "Désignation d'un coordinateur sécurité-santé (projet-réalisation) pour la construction d'une extension à l'Ecole communale de Masnuy-Saint-Jean", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 1.500,00 € hors TVA ou 1.815,00 €, 21% TVA comprise.
- Article 2.** - De choisir la procédure négociée par facture acceptée comme mode de passation du marché.
- Article 3.** - Le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 722/733-60 (n° de projet 20110018).
- Article 4.** - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.
- 

**5. JURIDIQUE – MP 2012-17-SG-RP RELATIF A L'ACQUISITION D'UN PAVILLON A OSSATURE BOIS COMPORTANT TROIS CLASSES POUR L'ECOLE COMMUNALE DE MASNUY-SAINT-JEAN – MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION**

Madame SENECAUT s'interroge sur la durabilité des bâtiments de ce type et s'interroge sur l'éventualité de construction en bois.

La Présidente lui répond que nous sommes confrontés à un manque urgent de places et rappelle que le dossier d'extension de l'école d'Erbisoeul a pris 20 ans.

Madame SENECAUT s'interroge alors sur la possibilité de limiter les inscriptions dans nos écoles.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

**Vu** la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 16;

**Vu** l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

**Vu** l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

**Vu** le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

**Considérant** le cahier spécial des charges relatif au marché "Acquisition d'un pavillon à ossature bois comportant trois classes pour l'Ecole de Masnuy-Saint-Jean" établi par l'auteur de projet ;

**Considérant** que le montant estimé de ce marché s'élève à 141.250,00 € hors TVA ou 170.912,50 €, 21% TVA comprise;

**Considérant** qu'une partie des coûts sera subsidiée par Ministère de la Communauté française - Administration générale de l'Infrastructure - Programme Prioritaire de Travaux, Boulevard Léopold II 44 à 1080 Bruxelles;

**Considérant** qu'il est proposé de passer le marché par appel d'offres général;

**Considérant** que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2012, article 722/722-60 (n° de projet 20120053) et sera financé par un emprunt ;

**DECIDE : à l'unanimité**

**Article 1er.** - D'approuver le cahier spécial des charges et le montant estimé du marché "Acquisition d'un pavillon à ossature bois comportant trois classes pour l'Ecole de Masnuy-Saint-Jean", établis par l'auteur de projet. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 141.250,00 € hors TVA ou 170.912,50 €, 21% TVA comprise.

**Article 2.** - De choisir l'appel d'offres général comme mode de passation du marché.

**Article 3.** - De solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiaire Ministère de la Communauté française - Administration générale de l'Infrastructure - Programme Prioritaire de Travaux, Boulevard Léopold II 44 à 1080 Bruxelles.

**Article 4.** - De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

**Article 5.** - Le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2012, article 722/722-60 (n° de projet 20120053).

**Article 6.** - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**6. JURIDIQUE – MP 2012-17-SG-RP RELATIF A LA CONSTRUCTION D’UNE NOUVELLE ECOLE A ERBISOEUL – MODE DE PASSATOIN, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES DU MARCHE - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

**Vu** la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 15;

**Vu** l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

**Vu** l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

**Vu** le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

**Considérant** le cahier spécial des charges relatif au marché “Extension de l'Ecole communale d'Erbisoeul” établi par l’auteur de projet;

**Considérant** que le montant estimé de ce marché s'élève à 2.423.417,69 € hors TVA ou 2.932.335,40 €, 21% TVA comprise;

**Considérant** qu'une partie des coûts sera subsidiée par Ministère de la Communauté Française, Administration Générale de l'Infrastructure, Service général des infrastructures publiques subventionnées, Boulevard Léopold II , n° 44 à 1080 Bruxelles;

**Considérant** qu'il est proposé de passer le marché par adjudication publique;

**Considérant** que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2012, article 722/722-60 (n° de projet 20090019) et sera financé par un emprunt ;

**DECIDE : à l’unanimité**

**Article 1er.** - D'approuver le cahier spécial des charges et le montant estimé du marché “Extension de l'Ecole communale d'Erbisoeul”, établis par l’auteur de projet. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 2.423.417,69 € hors TVA ou 2.932.335,40 €, 21% TVA comprise.

- Article 2.** - De choisir l'adjudication publique comme mode de passation du marché.
- Article 3.** - De solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiaire Ministère de la Communauté Française, Administration Générale de l'Infrastructure, Service général des infrastructures publiques subventionnées, Boulevard Léopold II , n° 44 à 1080 Bruxelles.
- Article 4.** - De transmettre la présente délibération à la tutelle.
- Article 5.** - De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.
- Article 6.** - Le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2012, article 722/722-60 (n° de projet 20090019).
- Article 7.** - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**7. FINANCES – MODIFICATION BUDGETAIRE N°2 DES SERVICES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DU BUDGET DU CENTRE PUBLIC DE L’ACTION SOCIALE DE L’EXERCICE 2011 - APPROBATION**

Au service ordinaire, la modification budgétaire se présente comme suit :

|   | Selon la présente délibération |              |            |
|---|--------------------------------|--------------|------------|
|   | Recettes                       | Dépenses     | Solde      |
| D’après le budget initial ou la précédente modification | 4.995.857,81                   | 4.995.857,81 | 0,00       |
| Augmentation de crédit (+)                              | 34.078,47                      | 101.906,87   | -67.828,40 |
| Diminution de crédit (-)                                | 0,00                           | -67.828,40   | 67.828,40  |
| Nouveau résultat  | 5.029.936,28                   | 5.029.936,28 | 0,00       |
|   |                                |              |            |

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Approuve, par 15 voix pour et 4 abstentions, la modification budgétaire n°2 de l'exercice 2011-service ordinaire du Centre Public d’Action Sociale.

Au service extraordinaire, la modification budgétaire se présente comme suit :

|  | Selon la présente délibération |          |       |
|--|--------------------------------|----------|-------|
|  | Recettes                       | Dépenses | Solde |
|  |                                |          |       |

|   |            |            |      |
|---|------------|------------|------|
| D'après le budget initial ou la précédente modification | 626.455,47 | 626.455,47 | 0,00 |
| Augmentation de crédit (+)                              | 45.000,00  | 45.000,00  | 0    |
| Diminution de crédit (-)                                | -45.000,00 | -45.000,00 | 0    |
| Nouveau résultat  | 626.455,47 | 626.455,47 | 0,00 |
|   |            |            |      |

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Approuve, par 15 voix pour et 4 abstentions, la modification budgétaire n°2 de l'exercice 2011-service extraordinaire du Centre Public d'Action Sociale.

-----

**8. SECRETARIAT – REGLEMENT COMPLEMENTAIRE SUR LA POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE – DANS LA RUE D'ERBISOEUL, LIMITATION DE LA VITESSE A 70 KM/H - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** la loi relative à la police de la circulation routière;

**Vu** le règlement général sur la police de la circulation routière;

**Vu** l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**Considérant** le rapport de la Police Locale de Jurbise;

**Considérant** le rapport de visite du SPW du 28 mars 2012 ;

**Considérant** la décision du Collège communal de Jurbise du 02 avril 2012 ;

**Considérant** que la mesure s'applique à la voirie communale;

**Sur** proposition du Collège communal;

**DECIDE : à l'unanimité**

**Article 1<sup>er</sup>**. – Dans la rue d'Erbisoeul, entre les agglomérations d'Erbisoeul et de Herchies, la vitesse maximale autorisée est limitée à 70 km/h.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux C43 (70 km/h).

**Article 2** - Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre Wallon des Travaux Publics.

-----

**9. SECRETARIAT – REGLEMENT COMPLEMENTAIRE SUR LA POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE – DANS LA CHAUSSEE BRUNEHULT, LIMITATION DE LA VITESSE A 70 KM/H ET A 50 KM/H - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** la loi relative à la police de la circulation routière;

**Vu** le règlement général sur la police de la circulation routière;

**Vu** l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**Considérant** le rapport de la Police Locale de Jurbise;

**Considérant** le rapport de visite du SPW du 28 mars 2012 ;

**Considérant** la décision du Collège communal de Jurbise du 02 avril 2012 ;

**Considérant** que la mesure s'applique à la voirie communale;

**Sur** proposition du Collège communal;

**DECIDE : à l'unanimité**

**Article 1<sup>er</sup>**. – Dans la chaussée Brunehaut :

- la vitesse maximale autorisée est limitée à :
  - o 70 km/h entre les n°64 et 85 ainsi qu'entre les rue des Masnuy et Piet En Veau ;
  - o 50 km/h, entre le n°85 et la rue Piet En Veau.

Ces mesures seront matérialisées par le placement de signaux C43 (70km/), C43 (50 km/h), A7, D1 et les marques au sol appropriées.

**Article 2** - Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre Wallon des Travaux Publics.

-----

**10. CULTURE – LOCATION ET MISE A DISPOSITION DES SALLES COMMUNALES, DEROGATIONS AU REGLEMENT DE LOCATION – APPROBATION**



Madame SENECAUT demande s'il est possible d'évaluer le bénéfice que retirent les bénéficiaires de ces dérogations afin de voir si elles sont justifiées.

La Présidente répond que tous les justificatifs seront annexés au compte.

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

**Vu** la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

**Vu** le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 03.09.2009 ;

**Attendu** que Madame Bénédicte DEVROU demeurant Chaussée Bruneault, 85 à 7050 MASNUY-SAINT-PIERRE sollicite l'autorisation d'occuper le Foyer Culturel de Masnuy-Saint-Jean pour y dispenser des cours de renforcement musculaire pour adultes et adolescents, à raison de 1H00 par semaine (le jeudi de 19H à 20H) ;

**Attendu** que la mise en place de cours de renforcement musculaire pour adultes et adolescents constituerait un service supplémentaire à la population jurbisienne désireuse de garder une bonne forme physique, et représenterait un intérêt évident pour l'ensemble de cette population compte tenu de l'absence actuelle de tout cours semblable sur le territoire communal ;

**Sur** la proposition du Collège communal ;

Après en avoir délibéré en séance publique,

**Décide : par 16 voix pour et 3 voix contre**

**Article 1<sup>er</sup>** : De permettre à :

Madame Bénédicte DEVROU demeurant Chaussée Bruneault, 85 à 7050 MASNUY-SAINT-PIERRE d'occuper le Foyer Culturel de Masnuy-Saint-Jean pour y dispenser des cours de renforcement musculaire pour adultes et adolescents à raison de 1H par semaine sur base d'un montant de 50 EUR/mois et de transmettre ces informations à l'intéressée.

**Article 2** : De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le receveur pour disposition.

-----

## **11. TRAVAUX – ENTRETIEN EXTRAORDINAIRE DE VOIRIE – EXERCICE 2012.** **CONDITIONS ET MODE DE PASSATION DU MARCHE - APPROBATION**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 15;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que le marché de conception pour le marché “Entretien extraordinaire de voirie - Exercice 2012” a été attribué à Hainaut Ingénierie Technique, rue de Pâturages, 74 à 7390 Quaregnon;

Considérant le cahier spécial des charges N° TC/J/2012/01 relatif à ce marché établi par l’auteur de projet, Hainaut Ingénierie Technique, rue de Pâturages, 74 à 7390 Quaregnon;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 124.601,35 € hors TVA ou 150.767,63 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication publique;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2012, article 421/735-60 (n° de projet 20120019);

Considérant que, sous réserve d'approbation du budget, le crédit sera augmenté lors de la prochaine modification budgétaire ;

### **DECIDE : à l'unanimité**

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° TC/J/2012/01 et le montant estimé du marché “Entretien extraordinaire de voirie - Exercice 2012”, établis par l’auteur de projet, Hainaut Ingénierie Technique, rue de Pâturages, 74 à 7390 Quaregnon. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des

charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 124.601,35 € hors TVA ou 150.767,68 €, 21% TVA comprise.

- Article 2. - De choisir l'adjudication publique comme mode de passation du marché.
- Article 3. - De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.
- Article 4. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2012, article 421/735-60 (n° de projet 20120019).
- Article 5. - Ce crédit fera l'objet d'une prochaine modification budgétaire.
- Article 6. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

## **12. TRAVAUX – EGOUTTAGE DES RUES DES BRUYERES, DES PRES ET DU GRAND JOUR – 1ERE PARTIE – APPROBATION DU DECOMPTE FINAL DES TRAVAUX – PARTIE ASSAINISSEMENT - APPROBATION**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment les articles L1222-3 et L1222-4 relatifs aux compétences du Collège communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, §2;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Vu la délibération du Conseil communal du 23.11.2004 par laquelle celui-ci choisit le mode de passation du marché "Travaux d'égouttage des rues des Bruyères, des Prés et du Grand Jour – 1<sup>ère</sup> partie -", soit l'adjudication publique, et en fixe les conditions;

Vu la délibération du Collège communal du 21.02.2006 attribuant le marché à la firme Travexploit S.A. à Ragnies pour le montant d'offre contrôlé de 2.415.082,72 €, 21 % TVA comprise dont 1.179.709,43 € hors T.V.A. pour la partie S.P.G.E. (Egouttage prioritaire);

Vu la délibération du Collège communal du 15.01.2007 approuvant l'avenant n° 1 au cahier spécial des charges relatif aux « Travaux d'égouttage des rues des Bruyères, des Prés et du Grand Jour – 1<sup>ère</sup> partie », et ce au montant de 38.989,22 EUR T.V.A. comprise;

Vu la délibération du Collège communal du 16.09.2008 approuvant l'avenant n° 2 au cahier spécial des charges relatif aux « Travaux d'égouttage des rues des Bruyères, des Prés et du Grand Jour – 1<sup>ère</sup> partie », et ce au montant de 92.901,84 EUR T.V.A. comprise

Vu que les travaux ont fait l'objet, le 17.06.2009, d'une réception provisoire dont l'I.D.E.A., a rédigé le procès-verbal;

Considérant qu'il n'y avait aucune remarque dans le procès-verbal de réception provisoire;

Considérant que l'auteur de projet, I.D.E.A. à Mons a établi le décompte final, d'où il apparaît que le montant final des travaux de la partie Assainissement s'élève à 275.955,11 € hors T.V.A. et hors amendes, détaillé comme suit:

Montant du décompte des travaux hors révisions contractuelles : 247.602,47 € hors T.V.A.

Montant des révisions contractuelles : 28.352,64 € hors T.V.A.

Considérant que le montant des amendes pour retard d'exécution s'élève à 12.270,01 €, fixant ainsi le montant réel du décompte à 263.685,10 € hors T.V.A.

**Décide à l'unanimité :**

Article 1er. – D'approuver le décompte final du marché « Travaux d'égouttage des rues des Bruyères, des Prés et du Grand Jour – 1<sup>ère</sup> partie » partie Assainissement rédigé par l'auteur de projet, I.D.E.A. à Mons, pour un montant total de 263.685,10 € hors T.V.A.

Article 2. - De transmettre copie de la présente délibération à l'I.D.E.A.

Article 3. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**13. TRAVAUX – EXTENSION DE LA CONDUITE S.W.D.E. A LA RUE DE LA CENTENAIRE A ERBAUT EN VUE DU RACCORDEMENT DU N°89 – PRISE EN CHARGE D'UNE PARTIE DU COUT PAR LA COMMUNE. RATIFICATION DE LA DECISION DU COLLEGE COMMUNAL DU 19.03.2012 – RATIFICATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu l'urgence et notamment l'article L1311-5, §2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu la délibération du Collège Communal du 19.03.2012 approuvant la prise en charge d'une partie des travaux d'extension de la conduite SWDE à la rue de la Centenaire pour permettre le raccordement de l'immeuble de MM Vandriesche-Lété et ce, pour un montant de 4.337,75 € TVA comprise ;

Considérant que les crédits appropriés seront inscrits en modification budgétaire n° 1 de l'exercice 2012;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera financé par emprunt;

**DECIDE : à l'unanimité**

Article 1er. - De ratifier la délibération du Collège Communal du 19.03.2012 approuvant la prise en charge d'une partie des travaux d'extension de la conduite SWDE à la rue de la Centenaire pour permettre le raccordement de l'immeuble de MM Vandriesche-Lété et ce, pour un montant de 4.337,75 € TVA comprise ;

Article 2. - De transmettre un extrait de la présente délibération à la S.W.D.E. pour accord et exécution des travaux.

Article 3. - De prévoir en modification budgétaire n° 1 de l'année 2012 les crédits appropriés pour couvrir la dépense.

Article 4. - De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Receveur Communal pour disposition.

-----

**14. PERSONNEL – RECEVEUR COMMUNAL – PRESTATION DE SERMENT**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Assiste à la prestation de serment de Monsieur Eric BOURDIAUD'HUY en qualité de Receveur communal.

-----

**15. PERSONNEL – DEPART A LA PENSION DE MONSIEUR CHRISTIAN MOUCHART LE 1<sup>ER</sup> FEVRIER 2012**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Assiste au mot de la Présidente à l'occasion du départ à la pension de Monsieur Christian MOUCHART le 1<sup>er</sup> février 2012.

-----

## **16. QUESTIONS ORALES**

Madame MORCRETTE :

Lors de la séance du Conseil du 20 mars 2012, je signalais que l'on demandait au Conseil d'approuver l'avenant n°2 du Marché portant sur la sécurisation des bâtiments de la Commune et du C.P.A.S. bien que les travaux soient déjà exécutés. Ce à quoi, la Présidente et le Secrétaire communal faisant fonction ont répondu que les travaux n'étaient pas encore exécutés. Le groupe CDH a annoncé qu'il viendrait visiter les bâtiments concernés, visite qui fut en partie réalisée et lors de laquelle j'ai constaté la réalisation des travaux concernés dans l'avenant susvisé.

La présidente prend acte et confirme le discours tenu lors de la séance du Conseil communal du 20 mars 2012.

-----

## **HUIS CLOS**

-----

La Présidente clôture la séance.

**PAR LE CONSEIL,**

Le Secrétaire,

La Présidente,